

4 février 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-bulgares et sur les priorités de la construction européenne, à Bucarest le 4 février 2008.

Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de la Chambre des Députés,
Monsieur le Premier ministre et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Et, si vous me le permettez, mes Chers amis,

C'est avec une grande émotion que je prends la parole ici, dans ce lieu chargé d'une histoire qui a été douloureuse, mais qui témoigne aujourd'hui de la renaissance de la Roumanie, une Roumanie démocratique, une Roumanie européenne.

L'histoire de la Roumanie illustre de façon exemplaire tous les tourments de l'Europe centrale. Vous avez vécu, au cours du siècle passé, tous les drames qui ont ravagé notre continent : vous avez connu les guerres, vous avez connu les dictatures, vous avez connu l'invasion étrangère, vous avez connu la shoah et, malgré tout, la Roumanie a résisté, la Roumanie est aujourd'hui libre, démocratique et européenne, c'est dire si la France a confiance dans la vigueur de la Roumanie d'aujourd'hui.

Et, à travers toutes ces épreuves, le peuple roumain est resté fidèle à son identité, à ses racines, à ses idéaux. Jamais le peuple roumain n'a renoncé et, finalement, le peuple roumain a triomphé, en se libérant lui-même, par ses propres forces, de l'oppression. Cela n'a pas été simple, cela n'a pas été facile et il y a eu de l'enthousiasme, il y a eu des désillusions.

Mais que de chemin parcouru ! Aujourd'hui, la Roumanie est membre, à part entière, de l'Union européenne et membre, à part entière, de l'Alliance Atlantique et membre, à part entière de la Francophonie, dont elle a accueilli le sommet en 2006. Sachez que la France est l'amie de la Roumanie, une amie fidèle, une amie totalement engagée, une amie qui ne vous trahira jamais. Alors, bien sûr, cette amitié est d'autant plus forte qu'elle est ancienne et profonde. Eh oui, M. le Président, cette amitié entre la France et la Roumanie trouve ses racines dans notre matrice latine commune, dans cette antique « Romanie » qui réunissait les peuples de la « Mare Nostrum », dont vous portez le nom. Et notre amitié, entre la France et la Roumanie, s'est poursuivie à travers les âges, lorsque les principautés danubiennes étaient soutenues par la France royale puis par la France impériale, jusqu'à Napoléon III et au traité de Paris qui, en 1856, leur rendait leur indépendance. Déjà, à l'époque, la France était à vos côtés. Cette amitié s'est forgée dans la fraternité des armes, pendant la terrible Grande Guerre, où nos deux peuples luttèrent côte à côte. Cette amitié s'est enrichie des échanges intellectuels denses entre nos deux pays, au point qu'on a dit que Bucarest était le Paris de l'Europe centrale, et les Roumains les Français de l'Orient. C'est flatteur pour la France, j'espère que cela l'est aussi pour la Roumanie. Et puis cette amitié a acquis une dimension nouvelle grâce à la visite d'Etat du général de Gaulle, il y a quarante ans.

Avec cette visite, le général de Gaulle voulait transmettre au peuple roumain un message d'espoir. Il était convaincu, le Général de Gaulle, qu'un jour, plus proche qu'on ne le pensait alors, le « rideau de fer », le rideau de la honte finirait par tomber. Il était convaincu qu'un jour, plus proche qu'on ne le pensait, les peuples d'Europe centrale seraient à nouveau libres et il n'y

plus présente qu'on ne le pensait, les peuples d'Europe centrale étaient à nos côtés et n'y avait aucune raison d'affirmer que la liberté était pour l'Ouest et les dictatures étaient pour l'Est. Il était convaincu qu'un jour, plus proche qu'on ne le pensait, la grande famille des nations européennes serait à nouveau réunie dans une Europe vraiment européenne.

En 1989, lorsque les peuples d'Europe centrale se sont levés pour faire souffler le vent de liberté sur le continent, la France toute entière s'est sentie profondément solidaire du peuple roumain. Dans le cœur des Français, votre combat contre la dictature faisait alors écho à notre révolution, deux siècles plus tôt. J'ai le souvenir de tous ces Français qui manifestaient dans nos rues leur soutien à votre révolution en mêlant les drapeaux roumains et les drapeaux français dans un même élan de fraternité. Cette fraternité s'est exprimée dans les innombrables jumelages de nos villes.

Les entreprises françaises sont nombreuses à avoir investi en Roumanie. La France est désormais le troisième partenaire commercial de la Roumanie. La Logan de Dacia fait partie des 10 voitures les plus vendues en France. Et la croissance économique très forte que vous connaissez est un atout pour la France comme pour l'Europe.

Eh bien, je suis fier, mes chers amis roumains, d'être le premier Président de la République française à me rendre dans une Roumanie qui est membre à part entière de l'Union européenne ! Prenez toute votre place dans l'Union européenne. Ce n'est pas simplement la Roumanie qui a besoin de l'Europe, c'est l'Europe qui a besoin d'une Roumanie démocratique, moderne, inventive, qui utilise tout son espace dans cette Europe que nous sommes en train de construire. Alors, la France et la Roumanie ne sont pas seulement des pays amis. La France et la Roumanie, ce sont surtout deux nations qui ont choisi librement d'unir leur destin et de bâtir ensemble leur avenir.

Désormais, nos peuples attendent de nous davantage que des discours et des déclarations d'amitié. Nos peuples attendent de nous des actes. Ils attendent que nous travaillions ensemble. Ils attendent que nous avancions concrètement main dans la main.

C'est dans cet esprit que je suis venu signer à Bucarest aujourd'hui un partenariat stratégique entre nos deux pays.

Par ce partenariat stratégique, nous allons renforcer concrètement les liens qui nous unissent. Les domaines de collaboration sont innombrables. Nous devons les regarder sans tabou et avec conviction.

Je pense d'abord à l'énergie : l'Europe doit diversifier, sécuriser ses voies d'approvisionnement et promouvoir les énergies à faible teneur en carbone. C'est pourquoi nos deux pays soutiennent le projet de gazoduc Nabucco reliant le Caucase à l'Union européenne et c'est pourquoi nos deux pays ont fait le choix résolu de l'énergie nucléaire. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être dans les mains de nos fournisseurs de gaz et de pétrole, aussi importants soient-ils.

L'indépendance de nos pays passe par l'indépendance énergétique de la Roumanie et de la France. Le choix du nucléaire est un choix de collaboration majeure entre nos deux pays.

Je pense également à la libre circulation des personnes au sein de l'Union. Nos deux peuples y sont légitimement attachés. La France a déjà ouvert plus de 150 métiers à la libre circulation des travailleurs roumains et ce mouvement d'ouverture va se poursuivre. Mais, Mesdames et Messieurs, pour encourager le travail légal, nous devons lutter ensemble contre le travail illégal, pour encourager l'immigration régulière, nous devons lutter ensemble contre l'immigration clandestine. Nous devons, en Europe, nous doter des mêmes règles. Pour lutter ensemble, main dans la main, contre les réseaux sans scrupules qui exploitent l'illégalité de certaines migrations. Il n'y a pas d'autre façon pour favoriser la liberté de circulation des personnes que de lutter ensemble contre l'immigration illégale. Et la France aidera la Roumanie à reprendre l'acquis Schengen en vue de la prochaine entrée de votre pays dans l'espace Schengen. Je dis d'ailleurs avec beaucoup de force que la Roumanie ayant 2 500 kms de frontières extérieures de l'Union à garder, c'est le devoir de l'Union européenne que d'aider la Roumanie à faire face à cette surveillance qu'elle ne peut pas assumer seule tant les enjeux sont cruciaux, compte tenu de la place de la Roumanie sur l'échiquier européen.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Ici même, dans quelques instants, vous allez engager le débat sur la ratification du Traité de Lisbonne. Dans le même temps, le Parlement français réuni en Congrès à Versailles va, je l'espère, adopter la révision de la Constitution française qui permettra la ratification, dans les jours qui viennent, de ce Traité par la France.

Je considère que ma visite à Bucarest, le jour même où le Parlement français et le Parlement roumain vont prendre des décisions historiques pour relancer l'Europe avec le traité de Lisbonne est un symbole remarquable de la proximité entre de la Roumanie et la France.

Vous le savez, je me suis engagé de toutes mes forces pour que le Traité de Lisbonne puisse aboutir.

Ce texte est essentiel parce qu'il est d'abord une invitation à l'action. Nous ne pouvions pas continuer en Europe avec dix années d'errances institutionnelles. Grâce à ce Traité de Lisbonne, nous allons pouvoir maintenant nous consacrer aux projets concrets. Et c'est primordial si l'on veut replacer les peuples au coeur de l'Union. C'est primordial. Si nous voulons convaincre, les Roumains comme les Français, que l'Europe est utile, que l'Europe est capable de relever les défis lancés par la mondialisation, que l'Europe n'est pas synonyme d'inaction et de torpeur. Seuls, les Roumains et les Français ne parviendront pas à affronter la mondialisation. Ensemble, nous serons beaucoup plus forts pour faire triompher le modèle européen.

Alors, si nous sommes parvenus à ce Traité de Lisbonne, c'est, bien sûr, grâce à la détermination de la présidence allemande, grâce à la mobilisation de la présidence portugaise. Mais c'est aussi parce que, tous ensemble, et les Roumains les premiers, nous avons recommencé à mettre la politique au service de l'Europe. L'Europe est trop importante pour n'être qu'une question technocratique. L'Europe ne doit pas être laissée aux seules mains des techniciens et des bureaucrates. L'Europe doit redevenir un lieu où l'on pense la politique où l'on fait de la politique, où l'on affirme la politique, où l'on défend des choix politiques, c'est comme cela, que de nouveau, les peuples d'Europe aimeront l'Europe et la soutiendront.

Mesdames et Messieurs, nous avons décidé de forger ensemble le compromis qui permettrait à l'Europe de sortir de l'impasse. Le mot compromis n'est pas un gros mot. Lorsque l'on veut travailler à 27, il faut que chacun prenne le temps de s'écouter et de se comprendre.

Et chacun doit bien le comprendre, l'idée européenne, pour être défendue et pour vivre, a besoin que chacun fasse un pas vers l'autre et cette visite à Bucarest, pour moi, à la veille de la Présidence française de l'Union, est l'occasion d'écouter les autorités roumaines, pour mieux préparer notre Présidence. J'ai pu avoir avec le Président et le Premier Ministre des entretiens utiles pour qu'ensemble, nous puissions associer la Roumanie à la Présidence française. Je souhaite être à l'écoute de tous ses partenaires, à commencer par ceux qui nous ont rejoints récemment et je ne pense pas que, parce que vous avez rejoint récemment l'Union, votre voix devrait moins compter. Je ne pense pas qu'un pays qui rejoint l'Union doive passer un temps sans parler. Si vous n'avez pas rejoint l'Union avant ce n'est pas de votre faute, c'est parce qu'un certain nombre de pays à l'Ouest vous avaient laissé tomber. Vous vous êtes libérés vous-mêmes et on ne va pas en plus vous demander d'attendre avant d'avoir le droit de prendre la parole dans la famille qui est la vôtre. La Roumanie, c'est l'Europe et la Roumanie doit prendre toute sa place dans l'Europe d'aujourd'hui. Voilà la position française à l'endroit de la Roumanie.

Je voudrais vous dire que, dans mon esprit, il n'y a pas deux catégories de pays. Les pays fondateurs et les pays nouveaux, les pays fondateurs qui auraient plus de droits et les pays nouveaux qui auraient moins de droits. A la minute où vous entrez dans l'Union, vous avez les mêmes droits que les autres.

Mais je voudrais vous dire autre chose : j'ai fait l'éloge du compromis sans lequel il n'y a pas de construction et d'unité européenne, mais j'aimerais tellement que ce compromis ne se fasse pas sur le plus petit dénominateur commun. On doit avoir la culture du compromis et on doit, en même temps, porter une grande ambition. Le compromis n'est pas de se mettre d'accord sur le plus petit projet, le compromis c'est d'avoir une grande ambition et d'essayer de comprendre ce que veut le partenaire.

Nous devons être plus créatifs. Nous devons innover davantage, nous devons, ensemble,

découvrir de nouveaux chemins pour avancer. Je voudrais en prendre quelques exemples et, dans le cadre de ma présidence, j'aimerais mettre en priorité les questions d'énergie et du climat. Mesdames et Messieurs, nous n'avons plus le temps d'attendre, la planète est au bord du gouffre. L'Europe ne doit pas commenter le désastre à venir, l'Europe doit montrer l'exemple. L'Europe doit être pionnière. L'Europe doit expliquer aux peuples du monde que nous ne pouvons plus continuer à sacrifier l'avenir de notre planète. L'Europe doit montrer que l'on peut avoir la croissance dont vous avez besoin pour augmenter le niveau de vie des Roumains et, en même temps, une croissance qui ne détruise pas les équilibres de la planète. L'Europe doit inventer une nouvelle croissance et une croissance forte mais économe en énergie et une croissance durable. Soyez certains que la Présidence française fera tout pour parvenir à un bon accord sur la base des propositions de la Commission dans le cadre du paquet énergie-climat qu'il nous faut adopter.

Mes chers amis, comment pourrions-nous dire aux Chinois, aux Indiens, aux Brésiliens qu'ils mettent en cause l'avenir de la planète si nous-mêmes, les Européens, ne sommes pas capables d'obéir à des règles que nous voudrions faire respecter par les autres. Si nous voulons que les autres suivent notre exemple, nous devons être exemplaires en la matière.

Deuxième axe d'action de la Présidence française, je l'ai dit, l'immigration. C'est un défi majeur pour l'Europe. La libre circulation des personnes est un principe fondateur de l'Union européenne mais il n'est plus possible - je le dis avec toute la force de mes convictions - dans l'Europe d'aujourd'hui, d'avoir 27 politiques d'immigration différentes. Car les décisions d'un pays ont des conséquences, parfois très lourdes, sur ses voisins. Nous devons fixer ensemble un cadre européen. Nous devons adopter un pacte européen de l'immigration qui établira des priorités et des principes communs et un pacte qui sera la base d'une véritable politique européenne de l'immigration. Je ne prendrai qu'un exemple : nous sommes 27 pays en Europe, 27 démocraties. Au nom de quoi, un réfugié politique aurait-il le droit de déposer 27 dossiers différents dans 27 pays ? Je souhaite que, lorsqu'un pays d'Europe dit non, les 26 autres disent non. Et que quand un pays d'Europe dit oui, ce soit les 26 autres qui disent oui. Ou alors pourquoi construire l'Europe si l'on n'est pas capable de porter les mêmes valeurs, les mêmes principes, la même politique d'immigration ?

Troisième axe : l'agriculture. L'agriculture qui est tellement importante pour la Roumanie, comme pour la France. Eh bien, je souhaite que, sous Présidence française, nous soyons en mesure de définir les grands principes qui fonderont la politique agricole commune de l'après 2013. Je veux me faire comprendre. A quoi cela sert-il d'appliquer des règles très sévères en matière de sécurité sanitaire aux agriculteurs européens si l'on continue à importer en Europe, des produits agricoles qui viennent d'autres pays et qui ne respectent aucune des règles que nous faisons respecter à nos propres agriculteurs et à nos propres éleveurs ? Je demande la préférence communautaire pour les agriculteurs d'Europe, qu'ils soient roumains, français ou autres. C'est comme cela que l'on fera prévaloir et que l'on défendra la politique agricole commune.

Enfin, dernier axe, je souhaite que l'Europe consacre davantage d'efforts à sa propre sécurité. Mesdames et Messieurs, mes chers amis, j'ai la conviction qu'il n'est pas possible que l'Union européenne soit l'une des régions les plus riches du monde et soit, dans le même temps, incapable d'assurer sa propre sécurité. Je veux poser la question de la défense européenne et j'affirme devant vous qu'il n'y a aucune contradiction entre l'appartenance à l'Alliance atlantique, entre l'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique qui sont nos alliés historiques et la nécessité pour l'Europe d'assurer sa propre défense en complémentarité de l'OTAN. Comment voulez-vous que l'Europe se fasse respecter, que l'Europe se fasse entendre, que l'Europe existe sur la scène internationale si l'Europe n'est pas capable d'assurer par elle-même, en accord avec ses alliés, sa propre défense et sa propre sécurité ? Je souhaite d'ailleurs que la Roumanie et la France aillent très loin dans la collaboration entre ces deux nations au service de notre sécurité commune. Je veux d'ailleurs remercier la Roumanie de son engagement au service de l'Europe y compris lorsque les intérêts de l'Europe sont à défendre en dehors de l'Europe.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Notre Union européenne a changé. Son élargissement à l'Europe centrale est un événement

notre union européenne à changer son élargissement à l'Europe centrale est un événement majeur de ce début de ce XXI^e siècle. Cet élargissement est la victoire de la démocratie.

Cet élargissement n'est pas terminé, nombre de pays, je pense notamment aux Balkans, et sans doute, à terme, à la Moldavie, ont vocation ainsi que la Serbie, à rentrer dans l'Union européenne.

Cet élargissement a transformé le visage de l'Europe en profondeur.

La Roumanie a l'une des frontières extérieures les plus longues de l'Europe, puisque trois de ses voisins ne sont pas membres de l'Union mais aspirent, à terme, à le devenir ou à s'en

rapprocher. La Roumanie a donc un rôle primordial à jouer dans les réflexions sur l'avenir de l'Europe, sur son élargissement, sur la politique de voisinage, sur la Mer Noire et sur ses enjeux.

Et, moi-même, qui porte avec tant de force, le projet d'Union de la Méditerranée, je serai le dernier à reprocher à la Roumanie de porter avec tant de force son ambition sur la Mer Noire.

Alors, il nous faudra trouver ensemble des réponses à la crise qui couve dans les Balkans occidentaux. La vocation européenne des pays des Balkans occidentaux est incontestable. Nous sommes au lendemain du second tour de l'élection présidentielle en Serbie et la question du statut définitif du Kosovo entre dans une phase décisive. Il est essentiel que l'Europe ne se divise pas sur cette question. Il est essentiel que, sur cette question européenne, la réponse soit d'abord une réponse européenne. La France doit y travailler, avec la Roumanie, ensemble, pour adresser un message d'apaisement à la Serbie, qui a vocation à appartenir à l'Union européenne.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Pour la première fois dans la très longue histoire de l'Europe dont il faut bien dire qu'elle est davantage faite de guerres que de paix, voici que les peuples de notre continent décident d'unir leurs destins dans une démarche pacifique. Cette démarche, est absolument sans précédent.

Jamais, sur notre continent, on a fait ce que nous avons fait ensemble depuis 60 ans. Jamais, aucune région du monde, l'histoire de l'humanité toute entière, n'a fait ce que les peuples d'Europe ont fait ensemble depuis 60 ans. Partout dans le monde, en Asie du sud-est ou d'Amérique latine, on regarde l'expérience européenne pour s'en inspirer.

Mesdames et Messieurs, ceux qui nous ont précédés ont eu l'idée de l'Europe, ont réalisé l'Europe, ont élargi l'Europe. Soyons à la hauteur de leur ambition. Que notre génération ait autant d'ambition pour l'Europe que celles qui nous ont précédés, ont eu au service de la paix pour tourner le dos à la guerre. Ils ont fait l'Europe pour nous, avant nous et il nous revient de faire vivre l'Europe maintenant avec des projets concrets qui vont changer la vie de nos concitoyens. Et si nous le voulons, l'Union européenne peut devenir au XXI^e siècle, l'un des grands acteurs de ce monde multipolaire qui se crée sous nos yeux.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Comme l'a écrit votre grand diplomate Nicolae TITULESCU, « Quand il s'agit de la France et de la Roumanie, il est difficile de séparer le cœur et la raison ».

Aujourd'hui, plus que jamais, l'amitié entre la France et la Roumanie est une réalité. Cette amitié est un atout pour notre Europe. Cette amitié montre le chemin d'une Union qui respecte les identités et les valorise comme une richesse. Soyez fiers d'être roumains comme je suis fier d'être français. On ne construit pas l'Europe sur la négation des nations mais sur leur addition et sur leur complémentarité. Une Europe que nous voulons construire ensemble avec tous nos partenaires, qui n'aura pas peur de nos identités nationales et qui voudra rayonner dans le monde entier. Le dynamisme exceptionnel de la Roumanie d'aujourd'hui nous prouve que cette Europe de nos rêves a de beaux jours devant elle !

Vous l'avez compris, Mesdames et Messieurs, pour moi, fils d'un européen de l'Est, prendre la parole devant le Parlement roumain était un moment d'émotion intense. J'ai une grande ambition pour la collaboration, l'amitié entre nos deux peuples. J'ai une grande admiration pour ce que vous avez su faire lors des vingt dernières années où aucune souffrance ne vous a été épargnée. Mesdames et Messieurs, permettez-moi de vous dire du fond du cœur que l'Europe a besoin de la Roumanie, que la Roumanie doit avoir confiance en elle, alors, si vous me le permettez, vive l'amitié franco-roumaine ! Vive la Roumanie ! Vive la France ! Et vive l'Europe ! Je vous remercie.

